

Une activité infamante et perfide

L'espion, dont les vêtements criaient misère, était petit, trapu, avec des yeux bleus dans un visage rond au teint blême, des cheveux blonds taillés en brosse et un regard chafouin.

Il n'inspirait aucune confiance.

Somerset Maugham, *Mr Ashenden agent secret* (1928)

Je me souvenais brusquement de ce nom. Les instructions que j'avais reçues à mon départ me le désignaient comme l'agent secret que la Seigneurie entretenait à Maremma. Mes civilités restèrent courtes, et aussi peu professionnelles que possible. Quelque chose dans cette physionomie me parlait de ragots de police, et il me déplaisait de les entendre.

Julien Gracq, *Le Rivage des Syrtes* (1951)

Le renseignement, c'est le cambouis de la guerre, le truc sale qui tache quand on le touche.

Alexandre Jenni, *L'Art français de la guerre* (2011)

L'espion est de tous les temps. Certains considèrent même qu'il s'agit là du plus vieux métier du monde. Depuis qu'il existe des conflits entre les hommes, il y a toujours eu des démarches d'espionnage. Pourtant, les activités de renseignement sont inégalement acceptées selon les sociétés. Considérées comme nobles, légitimes et utiles dans le monde anglo-saxon, elles sont, au contraire, perçues comme perfides et indignes dans la culture française, où la profession souffre d'une image extrêmement défavorable. Le renseignement est connoté très négativement dans l'inconscient collectif national, pour lequel il est synonyme de tromperie, de viol de la vie privée et de coups tordus. L'idée perdue que cette activité est nécessairement malhonnête, manipulatrice et perverse ; et que les femmes et les hommes qui l'exercent souffrent d'une pathologie particulière et aiment à se débattre dans un monde de mensonges et de complots.

Alors que les pays anglo-saxons disposent d'agences spécialisées reconnues comme indispensables à leur rayonnement et à leur sécurité, la France semble affligée de services de renseignement comme d'un mal incurable dont elle a fini par s'accommoder, le jugeant parfois nécessaire, à contrecœur. Pourquoi tant de sentiments hostiles ou d'images fausses surgissent-ils en France lorsque l'on évoque le renseignement ? Pourquoi les services sont-ils la face honteuse de l'administration nationale ? D'où vient notre absence totale de culture du renseignement ? Les diverses raisons qui sont responsables de l'attitude française sont liées à notre histoire et à nos spécificités culturelles, lesquelles ont façonné le caractère français et déterminé son appréhension du monde. Elles sont également dues à plusieurs affaires qui ont contribué à donner une image très négative des services de renseignement.

Le renseignement, écrit Paul Féval en 1865, est « *une chose romanesque qui chatouille l'imagination au même titre que l'art de tirer les cartes ou le somnambulisme*¹ ». Tout est dit en ces quelques mots. Aussi loin que l'on remonte dans l'inconscient collectif national, jamais la profession n'a été perçue, comme une activité sérieuse, utile, légitime et morale.

L'emploi des espions, qui sont généralement des traîtres du camp adverse, ne rencontre que mépris dans notre culture, car ces méthodes sont contraires à l'honneur et à l'héroïsme, comme l'exprime Fénelon dans *Télémaque* (1690). Au cours de la lutte contre Adraste, le roi des Dauriens, les combattants de la ligue de l'Hespérie ont la possibilité de s'emparer de la ville stratégique ennemie de Vénuse, grâce à un traître qui se propose de la leur livrer. Mais Télémaque s'insurge : « *Ne vaut-il mieux pas périr que de vaincre par de tels moyens ? Faut-il repousser la fraude par la fraude ? Sera-t-il dit que tant de rois, ligués pour punir l'impie Adraste de ses tromperies, seront trompeurs comme lui ? S'il nous est permis de faire comme Adraste, il n'est point coupable et nous avons tort de le punir. Quoi ! L'Hespérie entière, soutenue par tant de colonies grecques et de héros revenus du siège de Troie, n'a-t-elle point d'autres armes contre la perfidie et les parjures d'Adraste que la perfidie et le parjure ?* ». [...] « *Les dieux [...] qui nous ont préservés de traîtres, nous défendent de nous en servir*². »

La morale républicaine réproouve tout autant l'emploi des espions que l'Ancien régime. À ce propos, Jules Bastide écrit en 1860 : « *Sans doute, lorsque les révélations sont données par un transfuge et un traître, il y a immoralité à les provoquer et à les recevoir ; c'est même une haute imprudence que de se fier aux rapports d'un être aussi avili, et la morale est d'accord avec le bon sens pour nous rendre suspects les services d'un pareil espion*³. » Selon lui, une nation démocratique, en développant de telles

1. Paul Féval, *Les Habits noirs*, tome 2, Hachette, Paris, 1865, p. 166.

2. Fénelon, *Les Aventures de Télémaque* (1699), édition de Jeanne-Lydie Goré, Classiques Garnier, Paris, 1994, Sixième livre, p. 241.

3. Article « Espion, Espionnage », *Dictionnaire politique : encyclopédie du langage et de la science politiques*, Paris, Pagnerre, 1860, p. 378.

pratiques, perd une part de son intégrité et ne saurait sans conséquence entretenir des services douteux, composés de fonctionnaires aux pratiques coupables, n'hésitant pas à user de stratagèmes inavouables pour arriver à leurs fins et recourant à l'emploi d'individus peu respectables, qui ne sont que « *des intrus, des espions, des mouchards, exécuteurs de basses œuvres ou maîtres chanteurs en puissance, se vautrant dans le scandale et la misère morale*¹ ».

Le renseignement est également rejeté au sein de la société militaire, pourtant la première concernée. Dès 1881, le général Lewal, chef du Bureau de reconnaissance et de statistique (ancêtre du Deuxième bureau) et professeur à l'École de guerre, observe que : « *Malgré son évidente utilité, l'espionnage est peu ou point pratiqué depuis longtemps déjà. On n'en a pas le goût et il n'est organisé ni comme règlement, ni comme fait. Le caractère chevaleresque de notre nation se prête malaisément à l'emploi de ce moyen qui présente quelque chose de traître et de déloyal [...]. Avec de tels sentiments nous nous servons de l'espionnage comme à regret et d'autant moins que nous ne trouvons pas l'instrument préparé*² ». Il constate amèrement que : « *La science des renseignements, leur recherche et leur emploi est la branche la moins connue, la plus négligée jusqu'ici, surtout en France. On l'a considérée comme une partie accessoire à laquelle chacun était naturellement apte et qui n'avait nullement besoin d'être étudiée. Il y a des procédés particuliers pour combattre, pour marcher, pour stationner, pour s'approvisionner, pour investir ou assiéger les centres fortifiés, il en est résulté des branches particulières de la tactique; il n'en va pas de même pour le Renseignement*³. »

L'affaire Dreyfus (1894) ne vint pas améliorer l'image d'une spécialité peu prisee au sein de l'institution militaire. Si elle trouve, certes, son origine dans une affaire d'espionnage – dans un contexte aigu de paranoïa anti-allemande et d'antisémitisme – elle est en réalité davantage une affaire politique – dans laquelle les militaires jouent un rôle important – conduisant à une erreur judiciaire, qu'une affaire de renseignement, le service de contre-espionnage ayant en réalité rapidement identifié le véritable traître.

L'opprobre s'attache ainsi au renseignement qui, pour l'opinion, n'est qu'« *une profession douteuse aux pratiques suspectes, peuplée de déclassés, de réprouvés et d'individus médiocres*⁴ ». En la matière, point de sexisme : l'espionne n'est pas plus estimée que son *alter ego* masculin. C'est une aventurière, le contraire d'une héroïne, quand bien même elle risque sa vie pour son pays. Être espionne, « *ce n'est pas dans*

2. Dominique Kalifa, *Histoire des détectives privés en France*, Nouveau Monde, Paris, 2007, p. 13.

3. Général Jules-Louis Lewal, « Tactique des renseignements », *Journal des sciences militaires*, février 1881, p. 166.

4. Général Jules-Louis Lewal, *Études de guerre sur la tactique* (1881), cité par Hervé Coutau-Bégarie, « Le renseignement dans les doctrines stratégiques françaises », in Amiral P. Lacoste (dir), *Le Renseignement à la française*, Economica, 1998, p. 145.

5. *Ibid.*, p. 268.

*l'âme d'une française*¹ », proclame la célèbre pièce d'Arthur Bénède et d'Aristide Bruant, *Cœur de Française*, créée en 1912 et souvent jouée pendant la Première Guerre mondiale.

Ainsi, à la veille de 1914, dans nos armées, on considérait encore comme incompatible l'état d'officier avec celui d'espion, car le second contredisait l'idéal d'honneur du premier. « *Ces pratiques ne seront jamais goûtées des officiers français; cette école ne fera jamais chez nous de nombreux prosélytes: notre droiture s'y refuse d'instinct. Ces pratiques ont pour elles la raison, la logique, tout ce que l'on voudra; ce n'en est pas moins une besogne qui se heurte chez nous à une insurmontable répugnance. Voilà la vérité. On peut dire du sentiment instinctif d'une race ce qu'on dit du cœur humain: qu'il a des raisons que la raison ne connaît pas* ». » Il y a donc en France la conviction profonde et répandue que le métier n'est pas pour nous.

La situation n'évoluera guerre dans les décennies suivantes, malgré l'hécatombe de la Première Guerre mondiale. Comme le raconte le général Navarre dans ses mémoires, le renseignement demeurera une spécialité peu prisée dans les armées, presque honteuse :

« Mon temps de commandement au 11^e Cuirassiers se terminait en juin 1936. Je désirais rester à Paris, si possible à l'état-major de l'Armée. L'un des sous-chefs étant une relation de ma famille, j'allais le voir. Il ne me dissimula pas la difficulté de me trouver une place: dans ce saint des saints qu'était l'EMA, elles étaient retenues longtemps à l'avance et je m'y étais pris trop tard.

*Quelques jours après cependant, il me dit pouvoir me faire entrer au Service de renseignement. Il semblait presque honteux de me faire cette offre. Le SR était en effet regardé, dans les hautes sphères militaires, comme un organisme de deuxième zone, presque indigne d'un officier breveté d'état-major. J'acceptais cependant et ne l'ai jamais regretté*³. » Indice révélateur, le renseignement est pratiquement absent des écrits de nos grands stratèges militaires : les conférences, cours et ouvrages de Foch, Castex, Beaufre, Gallois ou Poirier n'en parlent pratiquement jamais. Il ne fait donc pas partie de l'art français de la guerre.

La perception négative du renseignement et le rejet des pratiques l'accompagnant sont donc unanimes en France, tant dans les armées que la société civile. D'autant que notre pratique du renseignement a toujours privilégié, par tradition mais aussi par nécessité, la surveillance des populations. La lutte contre l'ennemi intérieur est un des traits dominants de l'histoire du renseignement français. La mémoire collective en a retenu légitimement la lutte sournoise de Guillaume de

1. Chantal Antier, Marianne Walle et Olivier Lahaie, *Les Espionnes dans la Grande Guerre*, Editions Ouest France, Rennes, 2008, p. 10.

2. Alain Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, NRF, Gallimard, 1994, p. 24.

3. Henri Navarre, *Le Temps des vérités*, Plon, Paris, 1979, p. 41.

Nogaret contre l'ordre du Temple, les combats de Richelieu et de Louis XIV contre les protestants ou les répressions déclenchées par le Comité de Salut Public, puis par la police secrète de Fouché. En revanche, la quasi-totalité de nos compatriotes méconnaît les réseaux de renseignement tissés par le père Joseph et ses capucins dans l'Europe du XVII^e siècle, le « Bureau de la partie secrète » de Carnot pendant la Révolution, les exploits de Schulmeister sous l'Empire ou les succès des « Travaux ruraux » du commandant Paillole sous l'occupation.

En conséquence, dans la culture française, le renseignement est souvent associé à l'idée de trahison, de surveillance policière et d'intrusion dans la vie privée des honnêtes citoyens. Il ressort de cette perception très partielle et erronée du métier des idées fausses, sans rapport avec sa réalité, qui ont affecté durablement l'image de la profession.

Malheureusement, l'aversion culturelle pour le renseignement s'est trouvée entretenue par quelques grandes affaires d'espionnage qui ont marqué l'opinion depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'ont conforté dans sa défiance des services : affaires Passy (1945), Ben Barka (1965), Markovic (1968), du *Canard enchaîné* (1973) et Greenpeace (1985). Pourtant, dans la majorité de ces affaires très médiatiques, l'implication des services est souvent mineure ou leur responsabilité secondaire.

L'affaire Passy. Dès sa création (1945), le SDECE est éclaboussé par un scandale portant sur des irrégularités dans sa comptabilité et des dépôts d'argent non enregistrés. Une enquête interne permet de découvrir que le capitaine chargé de la comptabilité du poste de Londres possède deux comptes bancaires, dont les avoirs sont de 16 000 livres, 45 000 dollars et 20 000 francs suisses. Un troisième compte, au nom d'un autre officier du service, contient 25 millions de francs, somme versée par les Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale afin de soutenir les mouvements de résistance épaulés par les services spéciaux de la France libre. Le colonel Passy, directeur du SDECE, sur ordre de qui ces comptes ont été ouverts, est sommé de s'expliquer. En raison de sa proximité avec le général de Gaulle, il est rapidement accusé de détournement de fonds à des fins politiciennes, bien qu'il affirme qu'il s'agit d'un « trésor de guerre » conservé dans des banques britanniques dans l'hypothèse, à l'époque très plausible, d'une nouvelle invasion de la France, cette fois par les Soviétiques. Cette triste affaire provoquera son départ.

Lorsqu'on évoque *l'affaire Ben Barka* (1965), la majorité des Français pense immédiatement au SDECE, persuadée que ce service est responsable de l'enlèvement de l'opposant marocain et de sa mort, alors que ce sont deux policiers français, aidés de truands notoires, qui en sont les auteurs. Les notes internes présentées par le SDECE lors du procès de septembre 1966 montrent pourtant bien que ce service n'a joué qu'un rôle passif dans cette affaire. Il ignorait tout du projet d'enlèvement de Mehdi Ben Barka et, a fortiori, d'une intention de le tuer. Pourtant, aucun dirigeant du service ne s'est attaché à réfuter ces allégations ni à défendre le SDECE auprès

des hommes politiques, pour lesquels ce silence eut valeur d'aveu. À cause de cette affaire, pendant de nombreuses années, les relations entre le service et les autorités politiques seront polluées par un climat de méfiance et de suspicion. L'affaire Ben Barka eut par ailleurs pour conséquence de discréditer le SDECE auprès de l'opinion publique française et de la communauté internationale¹.

Puis, le 1^{er} octobre 1968, le cadavre de Stephan *Markovic*, secrétaire et garde du corps de l'acteur Alain Delon, est retrouvé dans une décharge publique. Lors de son autopsie l'on découvre qu'il a été tué d'une balle dans la tête. En l'espace de quelques jours, ce fait divers devient une véritable affaire d'État, car, selon des rumeurs, des membres du SDECE détiendraient un album appartenant à Markovic et contenant des photos compromettantes pour Mme Pompidou. En fait, il semble que personne, pas même le juge chargé de l'affaire, n'ait vu ces photos truquées. Cette sordide affaire politique, qui affecta profondément le futur président Pompidou, avait pour but de le discréditer, en salissant l'honneur de son épouse, afin d'empêcher sa candidature à la présidence de la République². Selon le préfet Jean Rochet, alors patron de la DST, elle est le fait d'éléments gaullistes radicaux qui considéraient que l'ancien Premier ministre avait trahi le général en annonçant qu'il briguerait sa succession le moment venu.

L'affaire du Canard enchaîné – également appelée « affaire des plombiers » – est un scandale impliquant la Direction de la surveillance du territoire (DST), en décembre 1973. Des hommes de ce service sont surpris en train d'installer des micros dans les bureaux du journal, afin d'identifier les personnes communiquant des informations sensibles aux journalistes enquêtant sur les liens entre un député gaulliste connu et le trafic de drogue. Comme dans tous les scandales impliquant les services secrets, la polémique s'envenima rapidement et l'affaire conduisit au départ de Raymond Marcellin du ministère de l'Intérieur.

Enfin, *l'affaire Greenpeace* (1985) – sabotage du navire *Rainbow Warrior* de l'organisation écologiste Greenpeace dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, par le service Action de la DGSE – achèvera de déconsidérer le renseignement français aux yeux de l'opinion, des élites dirigeantes comme de l'étranger. Certes, l'opération semble indubitablement avoir été mal conçue et les opérateurs du SA ont joué de malchance. Mais c'est surtout l'imbroglio politique qui suivit qui décrédibilisa notre pays. Le président Mitterrand et son entourage nieront les faits et diligenteront une enquête administrative afin de se dédouaner. Pourtant, leur responsabilité est avérée. Le seul homme politique à assumer cet échec flagrant de la DGSE sera Charles Hernu, qui démissionnera.

1. Claude Faure, *Aux services de la république. Du BCRA à la DGSE*, Fayard, Paris, 2004, pp. 362-363.

2. *Ibid.*

Ainsi, pour se limiter à la période 1945-1985, seules cinq affaires auxquelles sont liés, directement ou indirectement, les services de renseignement, ont défrayé la chronique¹. Et depuis la triste affaire de Nouvelle-Zélande, aucun autre scandale n'a eu lieu. Il serait donc erroné d'en déduire que les services sont des administrations incontrôlables ne cessant de mettre le gouvernement en danger par leurs turpitudes. Comme l'exprime Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité (SRS) de la DGSE, « *en plus de 60 ans d'existence, la DGSE n'a produit que deux crises majeures, à l'occasion de l'affaire Ben Barka en 1965 et du pataquès du Rainbow Warrior en 1985. Rares sont tout de même les entreprises de 4 000 personnes qui n'ont commis que deux erreurs graves en plus d'un demi-siècle*² ».

Pourtant, les idées reçues ont la vie dure et la réputation sulfureuse des services demeure. Elle semble quelque peu s'être atténuée, depuis septembre 2001, à la faveur de la lutte contre le terrorisme islamiste, qui leur a conféré une légitimité dont ils n'avaient jamais bénéficié jusqu'alors aux yeux de l'opinion. Néanmoins, les récentes affaires d'écoute supposée de journalistes (2011) illustrent que la suspicion reste à fleur de peau. Le renseignement demeure une activité suspecte.

« *Les qualités comme les défauts des caractères constituent le patrimoine exclusif de chaque nation* » affirmait Gustave Le Bon dans son ouvrage *La psychologie des foules* (1895). En l'occurrence, force est de constater que certains traits de l'esprit national nous prédisposent peu à exceller dans les arts de la clandestinité et de la manipulation.

En effet, le renseignement, les stratagèmes, la ruse et la duperie n'ont jamais été des arts reconnus, en France, à leur juste valeur. Héritage de notre histoire médiévale, divers comportements assez antinomiques avec le recours à ces pratiques se sont enracinés dans la tradition nationale : le sens exacerbé de l'honneur ; la droiture et son corollaire, le rejet du mensonge ; la glorification de l'exploit guerrier individuel ; le goût du Français pour les batailles rangées, les uniformes rutilants et les sacrifices héroïques.

« *Le combat est parade. Les prouesses guerrières ne valent que parce qu'elles sont connues et apportent prestige et renommée*³. » Voilà bien un trait de l'esprit français : vouloir à la fois la victoire et la beauté du geste. Cette attitude fait de la bataille un acte où l'on doit prendre les risques qui magnifieront l'exploit. Pour qu'une victoire ait une valeur à nos yeux, il faut que le combat ait un sens noble, que ses péripéties soient épiques et que le héros ait pris tous les risques pour que son exploit soit sublime : « *À vaincre sans péril on triomphe sans gloire* » nous rappelle Corneille dans *Le Cid*.

1. Nous n'incluons pas dans cet inventaire l'affaire de la « Main rouge », car celle-ci fut un montage délibéré du SDECE... et une réussite opérationnelle.

2. Alain Chouet, *La Sagesse de l'espion*, L'Œil neuf, Paris, 2010, p. 95.

3. Jean Lévi (trad.), *Les Sept Traités de la guerre*, Hachette littérature, Paris, 2008, p. 16.

La bataille sans panache, sans retournement de situation, qui devient victoire – à l'image de Valmy ou de Fleurus – demeure perçue comme un demi-succès. Le grand capitaine est celui qui est capable de se sortir d'une situation désespérée, presque davantage que celui qui vainc sans la moindre difficulté.

L'efficacité demande, au contraire, qu'on évite ces risques pour viser directement le résultat. Mais dans notre pays, depuis longtemps, la beauté du geste compense l'insuffisance des résultats pratiques ; l'élégance dans l'action fait pardonner l'inefficacité, voire l'absence de réussite. Nous sommes là à l'opposé de la pensée de Sun Tzu qui considère que la victoire doit être certaine, mais n'a pas besoin de fastes et d'un cérémonial complexe de reddition pour être achevée. Mais nous sommes Français et « *Rien ne nous plaît que le combat, mais non pas la victoire* ». En conséquence, l'esprit national ne goûte guère les pratiques hétérodoxes qui récusent le combat ouvert au profit des stratégies indirectes visant à parvenir à la victoire au moindre coût, en utilisant la ruse et non la force, en usant de subterfuges, sans panache.

Au-delà de l'absence d'esprit chevaleresque – qui explique, en partie que le renseignement nous ait longtemps fait horreur –, plusieurs caractéristiques de notre mentalité expliquent l'absence d'intérêt et de considération pour le renseignement.

Nous n'avons pas en France de véritable culture stratégique, contrairement à ce que nous imaginons. Malgré quelques productions nationales de référence sur le sujet (Mazarin, Montesquieu, Guibert, Castex) les auteurs étrangers font davantage autorité, demeurent les plus lus et les plus cités (Sun Tzu, Machiavel, Clausewitz, Liddle Hart, etc.). L'acquisition de renseignements étant la première étape de toute démarche stratégique, l'absence de culture en la matière limite le recours naturel à la recherche de l'information.

Fondamentalement, le Français est resté « Gaulois », c'est-à-dire créatif et énergique, mais souvent inconstant et imprévoyant. « *Nous manquons de persévérance dans la poursuite des projets à long terme, ce qui est le reflet de l'inconstance et de la légèreté qu'on a si souvent observées dans l'histoire des classes dirigeantes de notre pays*¹ » observe avec dépit l'amiral Lacoste, ancien directeur de la DGSE. Par ailleurs, ce n'est un mystère pour personne que le caractère dominant de notre histoire est essentiellement « terrien ». Nous sommes, aussi loin que remontent nos origines, « *le peuple paysan par excellence, ce qui a fait notre richesse, notre puissance et notre gloire pendant dix siècles. La terre du blé et de la vigne*² ». Pendant longtemps le Français n'a pas eu besoin d'aller à l'extérieur, de courir les mers pour se nourrir ou commercer. Son territoire, par sa richesse et sa diversité, lui offrait tout ce dont il pouvait avoir besoin. Les disettes et famines furent définitivement vaincues lorsque le réseau de communication intérieur rendit possible l'acheminement des récoltes

1. Amiral Pierre Lacoste, « La culture française du renseignement », in Amiral P. Lacoste (dir), *Le Renseignement à la française*, Economica, 1998, p. 627.

2. Alexandre Sanguinetti, *Histoire du soldat, de la puissance et des pouvoirs*, Ramsay, Paris, 1979, p. 26.